

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte trois documents.

Comment expliquer la détermination des salaires ? (Liban, 2019)

DOCUMENT 1

Salaires horaires nets moyens en euros en 2015

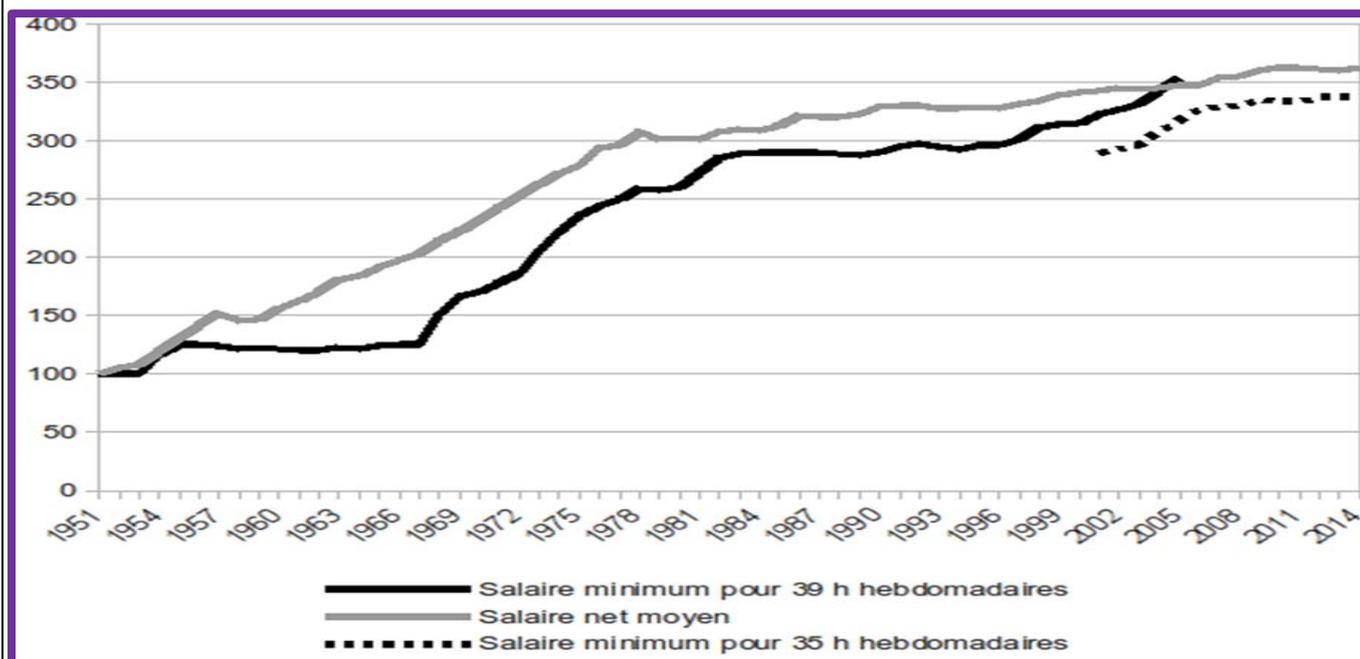
	Salariés à temps complet	Salariés à temps partiel
Hommes	15,8	14,4
Femmes	13,5	11,7
<i>Cadres</i>	26,7	23,0
<i>Professions intermédiaires</i>	14,9	13,6
<i>Employés</i>	11,0	9,8
<i>Ouvriers</i>	11,4	9,9
Ensemble	14,9	12,7

Champ : France, salariés du privé et des entreprises publiques.

Source : INSEE, 2017.

DOCUMENT 2

Salaire minimum et salaire net moyen annuels en France de 1951 à 2016 (Indices de base 100 en 1951)



Champ : France, salariés à temps complet du secteur privé et des entreprises publiques.

Source : INSEE, 2018.

Note : la durée légale du travail étant passée de 39 heures à 35 heures entre 2000 et 2002, de 2001 à 2005, le salaire minimum est représenté à la fois pour 39 heures et pour 35 heures. À partir de 2006, seul le salaire minimum pour 35 heures est représenté.

DOCUMENT 3

Thèmes des négociations et des accords au sein des entreprises en 2015

	En % d'entreprises		En % de salariés	
	Ensemble des entreprises	Entreprises de 50 salariés et plus	Concernés par des négociations	Concernés par un accord
Salaires et primes	10,6	44,1	55,5	33,8
Temps de travail (durée, aménagement, etc.)	5,3	19,5	25,2	17,0
Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	5,0	23,5	28,3	19,9
Emploi (restructuration...)	3,1	14,0	24,6	17,4
Épargne salariale (intéressement, participation, etc.)	5,6	21,9	32,9	28,3
Conditions de travail (dont pénibilité du travail)	3,4	12,3	17,2	10,9
Autres thèmes	2,2	7,8	17,4	16,2

Champ : Entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole.

Source : d'après « La négociation collective d'entreprise en 2015 », DARES Résultats, 2017.

Lecture : Le temps de travail fait l'objet de négociations collectives dans 5,3 % des entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole (et dans 19,5 % des entreprises d'au moins 50 salariés). Au final, 25,2 % des salariés travaillent dans des entreprises ayant négocié sur le temps de travail, tandis que 17 % des salariés travaillent dans des entreprises au sein desquelles les négociations sur le temps de travail ont abouti à un accord.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Vous présenterez un avantage et un inconvénient du commerce international pour les producteurs. (3 points) (Liban, 2019)
2. Montrez que certains conflits sociaux peuvent exprimer une résistance au changement social. (3 points) (Liban, 2019)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez l'évolution et le niveau de la dépense moyenne d'éducation par élève selon le niveau d'enseignement. (Liban, 2019)

Dépenses (publiques et privées) par élève selon le niveau d'enseignement en France (Indice base 100 en 2007 et euros)

	École primaire	Collège et niveaux équivalents	Lycée et niveaux équivalents	Enseignement supérieur
2007	100,0	100,0	100,0	100,0
2009	102,1	101,1	107,3	106,8
2011	103,3	101,4	103,3	106,2
2013	108,3	99,8	102,4	104,8
2015	109,1	100,1	101,8	102,1
2017	113,9	102,5	102,9	101,9
Montant des dépenses par élève en 2017	<u>6 550 €</u>	<u>8 710 €</u>	<u>11 190 €</u>	<u>11 670 €</u>

Source : d'après Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, 2018.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les inégalités sont multifformes et cumulatives.

DOCUMENT 1

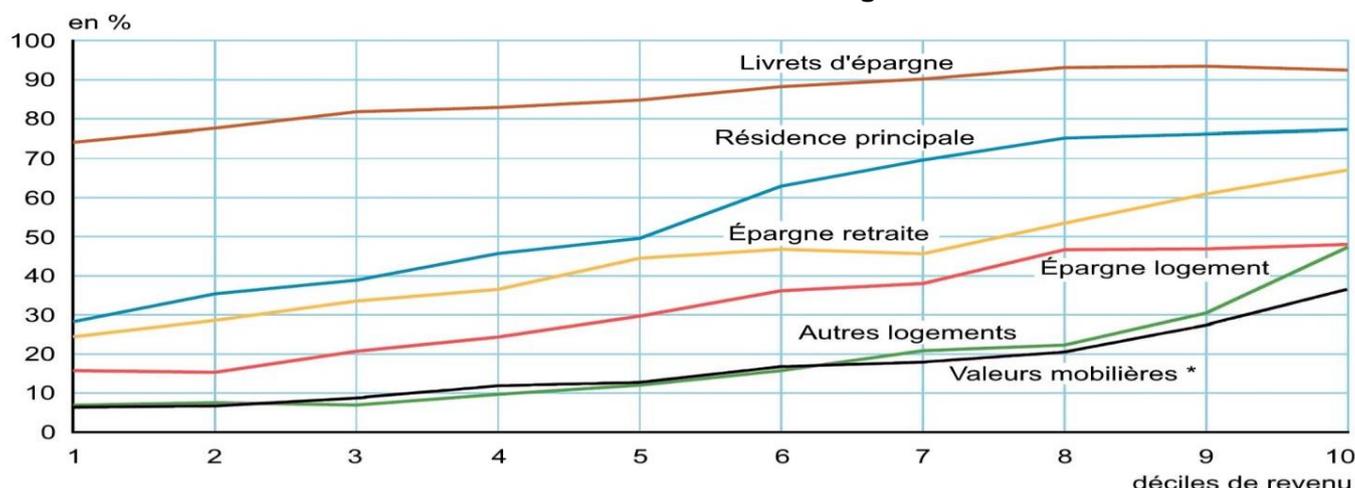
[...] Le niveau de vie* peut être la cause directe d'un état de santé plus ou moins bon, et donc d'une durée de vie plus ou moins longue. Ainsi, les difficultés financières peuvent limiter l'accès aux soins. Par exemple, d'après l'enquête Santé et protection sociale de 2014, 11 % des adultes parmi les 20 % les plus modestes disent avoir renoncé pour des raisons financières à consulter un médecin au cours des 12 derniers mois, contre 1 % des adultes parmi les 20 % les plus aisés. [...] Le niveau de vie a aussi un effet indirect sur la santé, parce qu'il est lié à des facteurs également associés à une santé plus ou moins bonne comme la catégorie sociale, le diplôme ou la région de résidence. Les cadres ont un niveau de vie élevé et sont moins soumis aux risques professionnels (accidents, maladies, exposition à des produits toxiques) que les ouvriers. De même, les comportements moins favorables à la santé sont plus fréquents chez les non-diplômés que chez les diplômés. Par exemple, d'après le Baromètre Santé 2016, 39 % des personnes âgées de 15 à 64 ans sans diplôme fument quotidiennement, contre seulement 21 % des diplômés du supérieur. Par ailleurs, un faible niveau de vie peut également être la conséquence d'une mauvaise santé plutôt qu'en être la cause. Une santé défaillante peut freiner la poursuite d'études, l'exercice d'un emploi, ou l'accès aux emplois les plus qualifiés.

Source : Insee Première, 2018.

* Le niveau de vie correspond au revenu disponible d'un ménage en tenant compte de sa composition.

DOCUMENT 2

Taux de détention de différents types de patrimoine selon le décile de revenu du ménage en 2015



Champ : France métropolitaine.

Source : Les revenus et le patrimoine des ménages, INSEE, 2016.

Note de lecture : 29 % des ménages appartenant au 1er décile de revenu possèdent leur résidence principale en 2015.

* Valeurs mobilières : titres financiers, notamment les actions et obligations.

DOCUMENT 3

Les inégalités entre les femmes et les hommes en France

	Femmes	Hommes
Part des emplois à temps partiel parmi les personnes en emploi en 2016, en %.	30.1	8.2
Part du sous-emploi* parmi les personnes en emploi en 2015, en %.	9.8	3.8
Part des personnes de 20 à 69 ans ayant déclaré avoir été victimes de violences sexuelles au cours de leur vie en 2015, en %.	14.5	3.9
Espérance de vie à la naissance en 2014, en années.	85.3	79.5
Part parmi les députés en 2017 en %	39	61
Part parmi les réalisateurs de longs métrages en 2016, en %.	21	79

Source : d'après Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes 2018, Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, 2018.

* Le sous-emploi désigne la situation des personnes actives occupées travaillant à temps partiel et souhaitant travailler davantage.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Montrez que la socialisation influence les attitudes politiques.

DOCUMENT

Thomas habite dans une cité d'habitat social au sein d'une banlieue populaire orientée politiquement à droite depuis 1953, mais où l'on sait que la politique est très peu présente dans la période contemporaine. [...] Ses parents votent de manière irrégulière en faveur du RPR puis de l'UMP*. [...] En 2012 [...] il a voté [...] pour l'extrême-droite puis pour la droite aux deux tours respectifs des élections législatives et présidentielles. [...]

Dimitri présente nombre de similitudes avec Thomas, avec qui il discute presque quotidiennement au lycée. [...] Dimitri est très éloigné des milieux politiques et ne dispose que de faibles connaissances en la matière. [...] Il ne voit qu'occasionnellement son père, ancien employé devenu boucher et aujourd'hui retraité, qui [...] se dit ouvertement raciste, votant régulièrement Front national depuis plusieurs années. [...] Lors de nos premiers échanges début mars 2012, Dimitri insiste beaucoup sur l'enjeu de l'immigration, qui serait, selon lui, la source des problèmes de l'insécurité et du « chômage de masse en France ». [Il] dit envisager de voter « Marine » (Le Pen), qu'il considère « convaincante » [...]. Quelques jours avant les élections, un vote FN, consolidé par de récentes discussions avec des proches, semble donc probable. [...]

Mais au lendemain des élections, Dimitri annonce un vote bien différent : « Michelon » au premier tour des présidentielles, soit Jean-Luc Mélenchon. Pour surprenant qu'il puisse paraître d'emblée, ce renversement relève de logiques qu'on ne peut comprendre qu'à condition d'éclairer minutieusement les conditions sociales et contextuelles de ce vote. Le premier tour des élections présidentielles a lieu à la fin des vacances scolaires de printemps. Or, Dimitri profite de ces congés pour travailler comme intérimaire [...]. Son emploi consiste alors à distribuer des publicités de couleur rouge pour une marque de téléphonie à la sortie d'un métro parisien, dans un quartier qu'il ne connaît absolument pas. A cette occasion, il est par hasard amené à côtoyer pendant quatre jours des militants du Front de Gauche « pro-Michelon » qui distribuent également des tracts rouges à la même sortie du métro [...]. Ils lui ont fait comprendre que « Michelon », qu'il ne connaissait pas avant et dont il ignore tout, « veut défendre les jeunes et faciliter leur emploi ». Il explique combien cet enjeu lui tient à cœur puisqu'il envisage d'entrer sur le marché du travail à la rentrée suivante, juste après l'obtention de son Bac Pro.

Source : « Sur quelques votes FN de jeunes des classes populaires en banlieue parisienne », Lorenzo BARRAULT-STELLA et Clémentine BERJAUD, in *Les classes populaires et le FN*, Gérard MAUGER et Willy PELLETIER, 2016.

* Le RPR et l'UMP sont deux anciens partis politiques de droite.

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Comment la compétition politique en démocratie est-elle influencée par le choix d'un mode de scrutin ?

DOCUMENT 1

Du point de vue de la diversité sociologique de la représentation, le scrutin majoritaire uninominal se traduit [...] par une très nette sous-représentation des femmes, des jeunes et des minorités visibles. [...] Même si l'on ne tient pas absolument à une « représentation miroir », [...] les assemblées [...] sont nécessairement ressenties comme étant moins représentatives que des chambres à la composition plus diversifiée, en particulier grâce à la proportionnelle, qui garantit moins la perpétuation des héritages, des notoriétés installées ou des situations acquises localement.

La proportionnelle est cependant critiquée régulièrement d'un autre point de vue : elle conduirait à la montée en puissance des formations extrémistes [...]. Si le scrutin majoritaire a pour l'instant contribué à les écarter du Parlement et du gouvernement en France, il n'a pas permis d'enrayer leur progression dans l'opinion. [...] L'exclusion de ces partis de pratiquement toute représentation raisonnable à l'Assemblée contribue au discrédit de nos institutions, à l'amplification des mouvements protestataires et à l'accroissement des attitudes de rejet qui alimentent précisément les formations extrémistes.

Source : « Une dose de proportionnelle : pourquoi, comment, laquelle ? », Fondation Terra Nova, Mars 2018.

DOCUMENT 2

Résultats du premier et du second tour des élections législatives 2017

	Premier tour (% des votes exprimés)	Deuxième tour (% des votes exprimés)	Nombre de sièges
Parti Communiste français	2,72	1,20	10
La France insoumise	11,03	4,86	17
Parti socialiste	7,44	5,68	30
La République en marche	28,21	43,06	308
Modem	4,12	6,06	42
Union des Démocrates et Indépendants	3,03	3,04	18
Les Républicains	15,77	22,23	112
Front National	13,20	8,75	8
Autres	14,48	5,12	32
TOTAL	100	100	577
Taux d'abstention (en % des inscrits)	51,30	57,36	-

Source : www.interieur.gouv.fr

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Sujet : Montrez que différentes barrières à l'entrée peuvent être à l'origine d'un pouvoir de marché.

DOCUMENT 1

De même qu'un animal prédateur chasse ses rivaux, une entreprise prédatrice diminue ses prix afin de faire partir les entreprises concurrentes. En d'autres termes, elle accepte de sacrifier ses recettes à court terme afin d'éliminer la concurrence et d'obtenir au final des profits globalement plus importants.

Ce comportement est illégal. En 1999, le Département américain de la Justice a par exemple poursuivi la compagnie [aérienne A] pour cause de prédation. Le Département avançait [que A] avait systématiquement baissé ses prix et multiplié le nombre de ses vols pour évincer du marché un nouveau transporteur aérien à bas coûts. Il estimait que, une fois ce but atteint, la compagnie aérienne risquait de réduire le nombre de ses vols et de remonter ses prix. De fait, les consommateurs, après avoir bénéficié à court terme de la guerre des prix, ont souffert à long terme de l'absence de concurrence et de la hausse des prix qui en a finalement résulté [...].

Source : Principes d'économie moderne, Joseph STIGLITZ, Jean-Dominique LAFAY et Carl WALSH, 2016

DOCUMENT 2

Domaines technologiques des demandes de brevets déposées auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI) en 2017 en France

<u>Mécanique</u>	6714
<u>Électronique, électricité</u>	3956
<u>Chimie</u>	2841
<u>Instruments</u>	2505
<u>Autres domaines</u>	2228

Source : d'après INPI, 2018.

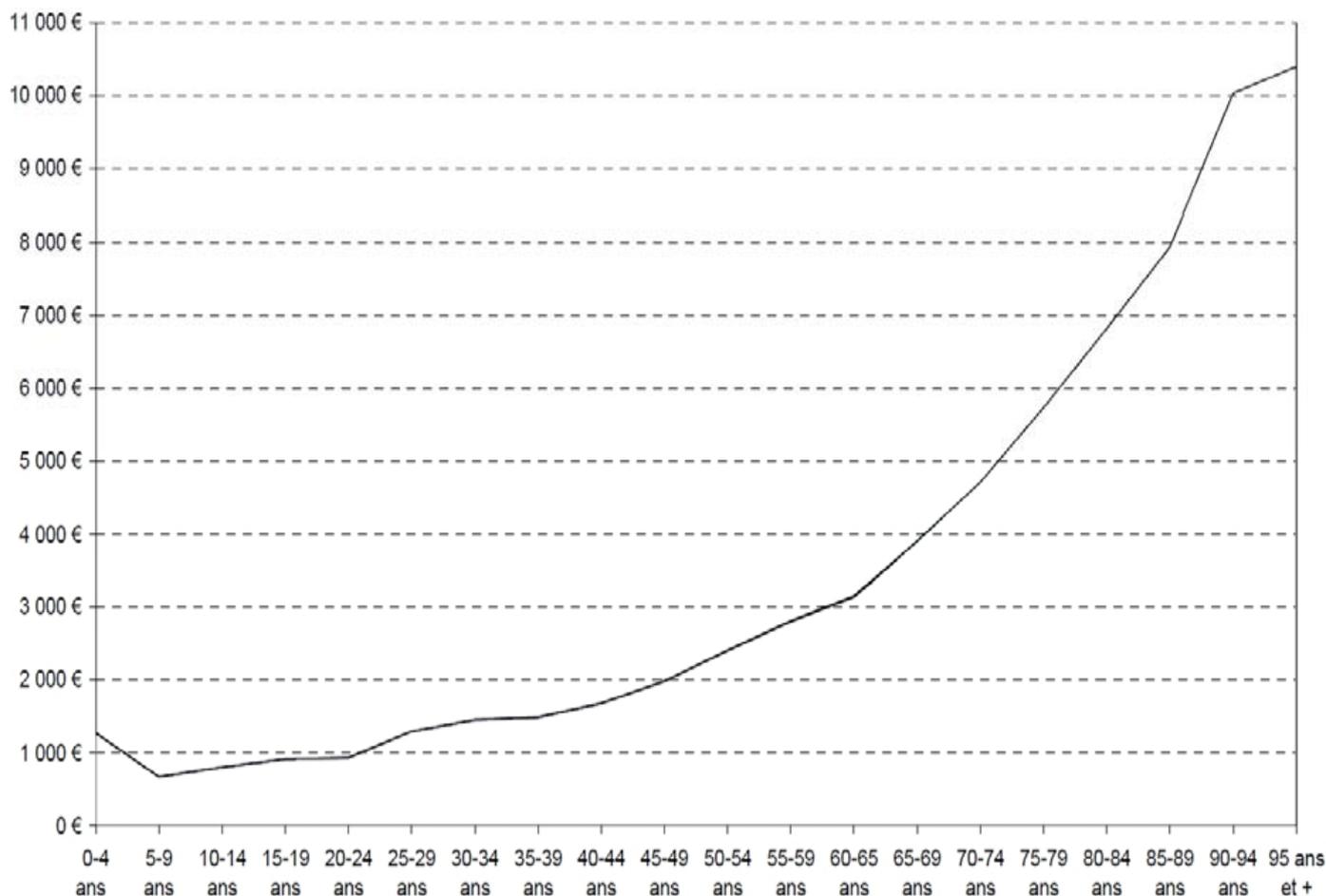
SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Sujet : Quelles sont les difficultés de financement que rencontrent les systèmes de santé ?

DOCUMENT 1

Dépenses médicales (publiques et privées) par habitant et par tranche d'âge en 2008 en France métropolitaine (en euros)



Source : d'après Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie, Note, 2010.

Lecture : les dépenses médicales pour chaque individu entre 90 et 94 ans ont représenté en moyenne 10 000 euros en 2008.

DOCUMENT 2

La tendance est à la baisse de la part des dépenses de santé financées par l'assurance maladie obligatoire pour les patients ne souffrant pas d'une affection de longue durée (ALD), pathologie que la Sécurité sociale prend en charge à 100 %. Dans un premier temps, ce désengagement a été assumé comme une mesure visant à rétablir l'équilibre des comptes [...]. Mais depuis les années 2000, sa justification est toute autre : la baisse des remboursements vise à « responsabiliser les assurés ».

Une telle responsabilisation est jugée nécessaire par la théorie économique, car l'assurance a des effets pervers. Les assurés, parce qu'ils se savent couverts, peuvent adopter des comportements que l'assureur ne peut pas contrôler [par exemple] lorsque, se sachant assurée, une personne malade « sur-consomme » les médicaments et les soins qui lui sont proposés.

Source : « Justice sociale et efficacité : pour une nouvelle régulation de la demande de soins », Grégoire DE LA GASNERIE, *Regards croisés sur l'économie*, 2009